

Les lecteurs ont la parole

NOMINATION. Ce que le PS n'a pas fait

M. Albert Rodrik revient sur la nomination des candidats du Parti socialiste genevois au Conseil d'Etat et sur les suites de la non-nomination de M. Christian Grobet comme candidat.

Un proverbe ture dit: «Le bien du riche fatigue la bouche du pauvre.» Les commentaires qui fleurissent depuis samedi dernier m'ont rappelé ce proverbe de mon enfance. Comme cela m'arrive souvent au Conseil municipal de la Ville de Genève, je résumerai ci-après ce que le Parti socialiste genevois n'a pas fait le samedi 20 mars 1993.

1. Il n'a pas jugé l'œuvre de Christian Grobet et son immense contribution au devenir de ce parti. Celle-ci appartient à l'Histoire et aux historiens. Elle est connue. Quel que soit le jugement des uns et des autres sur cette œuvre, peu de magistrats genevois – tous partis confondus – peuvent s'enorgueillir d'un tel bilan, sinon André Chavanne lui-même.

2. Le Parti socialiste genevois a confirmé qu'en 1993, à Genève et en Suisse, il n'y avait ni guerre civile ni occupation étrangère et que la République n'était pas en danger. Il a donc considéré que les ordinaires transitions et relèves étaient de mise... sans drame. On refera une relève dans quatre ans et ainsi de suite.

3. En ce 20 mars, le Parti socialiste genevois n'a pas, soudain, oublié le patrimoine bâti, la zone agricole et la défense des locataires. Il a affirmé que la tragédie du chômage massif et endémique était l'absolue priorité. Si la Suisse, dans les deux prochaines années, n'arrive pas à affronter efficacement ce problème, il nous arrivera ce qui est arrivé à la France, à la Grande-Bretagne, à l'Italie, à l'Espagne. La couleur politique du Gouvernement devient inopérante, à un certain stade.

4. Le Parti socialiste genevois n'a pas non plus oublié le développement des transports publics et la lutte contre les nuisances. Certains projets de loi récents de... l'Entente (sic!) le démontrent.

5. Le Parti socialiste genevois (ni le 20 mars, ni avant, ni après) n'a la volonté de choisir les candidats du Parti du travail; il a assez à faire à choisir les siens, il n'attend que la réciprocité.

6. Le Parti socialiste genevois a solennellement confirmé qu'il souhaitait explorer toutes les possibilités d'une alliance à trois avec le PEG et le PdT, dans la clarté des points de convergence existants et dans la lucidité quant à l'absence de bases permettant de produire je ne sais quel «programme commun de Gouvernement» dont l'Histoire n'a pas gardé d'excellents souvenirs chez nos voisins.

A ceux qui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti socialiste genevois,

cherchent à faire son bonheur malgré lui en utilisant, les uns des ficelles de procédure tendant à rouvrir le débat clos le 20 mars 1993 à 19 h. 30, les autres, des «scoops» maison plus ou moins sensationnels, j'envoie mes très cordiales salutations.

ALBERT RODRIK
conseiller municipal
de la Ville de Genève